



PAR COURRIEL

Québec, le 5 décembre 2025



N/Réf. : 91718

Objet : Votre demande d'accès aux documents




Nous donnons suite à votre demande d'accès du 6 novembre 2025 laquelle est ainsi libellée :

« [...] nous désirons obtenir copie des documents suivants :

- Une copie du document établissant les critères pour l'octroi de mandats spéciaux et de rémunération additionnelle prévue à la convention collective de « Les avocats et notaires de l'État québécois (LANEQ) » ;
- Une copie de la liste des montants versés annuellement aux juristes en rémunération additionnelle pour mandat spéciaux par ministère et organisme et par unité administrative en vertu de l'article 279.5 de la convention collective des avocats et notaires 2015-2023 depuis le 1er janvier 2024. »

Après vérification, vous trouverez ci-joint les documents détenus par le Secrétariat du Conseil du trésor en lien avec votre demande. Toutefois, nous vous indiquons que certains éléments de ces documents ont été caviardés en vertu des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1).

Nous vous indiquons que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Vous trouverez en pièces jointes une note explicative concernant l'exercice de ce recours ainsi que le libellé des articles précités.

Veuillez agréer, , nos salutations distinguées.

Original signé

Mélanie Drainville
Responsable de l'accès aux documents et
de la protection des renseignements personnels

p. j.

RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS*
SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR)	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE JURISTES AU 1 ^{er} AVRIL 2023	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2022, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)	NOMBRE DE JURISTES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE DE LA MASSE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022	MONTANT VERSÉ DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024	MONTANT NON VERSÉ DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024
397	Centre d'acquisitions gouvernementales	2214	Direction des affaires juridiques	9	16 140,16 \$	3	16 139,44 \$	0,72 \$
			TOTAL :	9	16 140,16 \$	3	16 139,44 \$	0,72 \$
0267	Commissaire à la déontologie policière		Commissaire à la déontologie policière (organisation RH)	9	15 311,04 \$	0	- \$	15 311,04 \$
			TOTAL :	9	15 311,04 \$	0	- \$	15 311,04 \$
392	Régie des marchés agricoles et alimentaires (RMAAQ)	1000	Direction des affaires juridiques	4	6660,31 \$	2	6660,31 \$	- \$
			TOTAL :	4	6660,31 \$	2	6660,31 \$	- \$
244	Commissaire à la lutte contre la corruption (unité permanente anticorruption)			3	5 645,74 \$	1	5 645,74 \$	- \$
			TOTAL :	3	5 645,74 \$	1	5 645,74 \$	- \$
371	Commissaire à l'éthique et à la déontologie	1000	Commissaire à l'éthique et à la déontologie, regroupe le secteur de la prévention et le secteur des enquêtes et vérifications	6	11 143,66 \$	2	11 143,66 \$	- \$
			TOTAL :	6	11 143,66 \$	2	11 143,66 \$	- \$
408	Commission d'accès à l'information	4000	Secrétariat général et direction des affaires juridiques	12	25 749,82 \$	6	25 749,85 \$	- \$
			TOTAL :	12	25 749,82 \$	6	25 749,85 \$	- \$
328	Commission de protection du territoire agricole du Québec	2017130	Direction des affaires juridiques et des enquêtes	9	15 457,00 \$	4	15 457,00 \$	- \$
			TOTAL :	9	15 457,00 \$	4	15 457,00 \$	- \$
703	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail			1	2 735,06 \$	1	7 547,79 \$	- \$
		DH5100	Direction des affaires juridiques, conseil expertise QC	16	32 803,77 \$	9	42 538,35 \$	
		DH5200	Direction des affaires juridiques, conseil expertise MTL	15	31 681,27 \$	12	74 530,59 \$	

RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS*
SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR)	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE JURISTES AU 1 ^{er} AVRIL 2023	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2022, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)	NOMBRE DE JURISTES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE DE LA MASSE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022	MONTANT VERSÉ DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024	MONTANT NON VERSÉ DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024
		DH5300	Direction des affaires juridiques - Est et accès à l'information	17	32 175,66 \$	4	23 976,67 \$	
		DH5500	Direction des affaires juridiques - Montréal	13	22 279,88 \$	3	16 748,17 \$	
		DH5610	Direction des affaires juridiques - Normes du travail - QC et Équité salariale	21	39 581,87 \$	6	33 539,55 \$	
		DH5620	Direction des affaires juridiques - Normes du travail - MTL 1	22	45 376,70 \$	9	43 103,32 \$	
		DH5630	Direction des affaires juridiques - Normes du travail - MTL 2	17	35 803,84 \$	3	17 336,99 \$	
		DH5640	Direction des affaires juridiques - Normes du travail - MTL 3	20	35 544,31 \$	6	30 529,09 \$	
		DH5700	Direction des affaires juridiques Nord	20	39 846,32 \$	8	38 238,95 \$	
		DH5800	Direction des affaires juridiques Sud	13	20 879,88 \$	3	12 043,29 \$	
		DH8000	Secrétariat général et bureau des plaintes sur la qualité des services	5	12 200,72 \$	3	11 897,24 \$	
		ES3000	Service du greffe et de la gouvernance	1	1 121,03 \$	0	- \$	
			TOTAL :	181	352 030,31 \$	67	352 030,00 \$	- \$
0425	Commission québécoise des libérations conditionnelles			3	6 167,57 \$	1	6 167,57 \$	- \$
			TOTAL :	3	6 167,57 \$	1	6 167,57 \$	- \$
505	Conseil de gestion de l'assurance parentale	8511	Conseil de gestion de l'assurance parentale	2	4 786,46 \$	2	4 786,46 \$	- \$

RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS*
SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR)	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE JURISTES AU 1 ^{er} AVRIL 2023	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2022, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)	NOMBRE DE JURISTES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE DE LA MASSE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022	MONTANT VERSÉ DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024	MONTANT NON VERSÉ DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024
			TOTAL :	2	4 786,46 \$	2	4 786,46 \$	- \$
0293	Coroner		Coroner en chef	3	5 825,92 \$	0	- \$	5 825,92 \$
			TOTAL :	3	5 825,92 \$	0	- \$	5 825,92 \$
830	Commission des transports du Québec	1000	Direction des affaires juridiques	9	19 849,47 \$	5	19 849,47 \$	- \$
			TOTAL :	9	19 849,47 \$	5	19 849,47 \$	- \$
368	Commission municipale du Québec	6100	Bureau de la présidence	1	- \$	0	- \$	- \$
		6120	Direction de la gouvernance et de l'amélioration continue	1	- \$	0	- \$	- \$
		6131	Direction de l'expertise et du soutien stratégique en audit	1	- \$	0	- \$	- \$
		6141	Direction des enquêtes et des poursuites en intégrité municipale	13	- \$	4	28 300,00 \$	- \$
			TOTAL :	16	28 300,00 \$	4	28 300,00 \$	- \$
560	Curateur public du Québec			2	3 828,99 \$	1	7 000,00 \$	- \$
				3	5 325,23 \$	1	2 570,00 \$	- \$
		5052	Opérations juridiques - Siège social	7	12 330,55 \$	3	8 129,00 \$	- \$
		5110	Opérations juridiques - Québec	5	10 270,66 \$	4	15 549,00 \$	- \$
				5	9 571,98 \$	1	4 545,00 \$	- \$
		5130	Opérations juridiques - Montréal	6	12 891,08 \$	4	16 380,00 \$	- \$
		5140	Opérations juridiques - Saint-Jérôme	4	7 809,42 \$	2	7 854,00 \$	- \$
			TOTAL :	32	62 027,91 \$	16	62 027,00 \$	- \$
246	Directeur des poursuites criminelles et pénales	6108	Bureau du service juridique	4	5 782,70 \$	2	14 562,84 \$	0,20 \$
		6107	Bureau des affaires pénales	1	2 393,23 \$	0	- \$	- \$
		6138	Joliette	1	1 996,94 \$	0	- \$	- \$
		6205	Service de la gestion des biens saisis	2	4 390,17 \$	0	- \$	- \$
			TOTAL :	8	14 563,04 \$	2	14 562,84 \$	0,20 \$

RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS*
SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR)	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE JURISTES AU 1 ^{er} AVRIL 2023	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2022, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)	NOMBRE DE JURISTES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE DE LA MASSE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022	MONTANT VERSÉ DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024	MONTANT NON VERSÉ DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024
520	La Financière agricole du Québec	540	Direction du secrétariat général et des affaires juridiques	11	21 402,95 \$	4	21 407,70 \$	4,75 \$
			TOTAL :	11	21 402,95 \$	4	21 407,70 \$	4,75 \$
400	Ministère de la Justice	2214	Accès Justice	7	13 565,94 \$	2	13 149,60 \$	- \$
		2243	Accès Justice-SMOAJP	1	2 393,23 \$	0	0,00 \$	- \$
		2226	Administration et réseau	1	2 393,23 \$	0	0,00 \$	- \$
				3	6 411,34 \$	1	11 242,94 \$	- \$
		2400	BIA	2	3 610,68 \$	0	0,00 \$	- \$
				1	2 393,23 \$	1	3652,85 \$	- \$
				5	8 773,00 \$	1	12 644,00 \$	- \$
				7	13 149,82 \$	1	6 576,88 \$	- \$
		2248	Contentieux Mtl-Div. 1	27	51 905,05 \$	13	44 174,39 \$	- \$
		2251	Contentieux Mtl-Div. 2	25	48 334,37 \$	15	54 551,15 \$	- \$
		2253	Contentieux Mtl-Div. 3	31	58 444,21 \$	15	60 232,98 \$	- \$
		2250	Contentieux Québec	34	63 960,67 \$	14	64 224,62 \$	- \$
		2246	DAJ-Agriculture, pêches et Alimentation	9	15 935,18 \$	6	15 639,47 \$	- \$
		2252	DAJ-Éducation	18	35 493,48 \$	8	34 445,71 \$	- \$
		2254	DAJ-Emploi et Solidarité sociale	16	32 600,63 \$	9	32 139,87 \$	- \$
		2258	DAJ-Environnement	30	55 894,88 \$	15	54 686,03 \$	- \$
		2244	DAJ-Habitation	13	24 044,27 \$	5	28 596,95 \$	- \$
		2255	DAJ-Immigration	10	17 270,54 \$	3	16 922,79 \$	- \$
		2281	DAJ-Langue française	4	6 076,11 \$	2	5 938,01 \$	- \$
		2282	DAJ-MSP	11	23 689,24 \$	6	23 485,90 \$	- \$
		2268	DAJ-Relations internationales	11	22 253,75 \$	4	21 944,77 \$	- \$
		2270	DAJ-Ressources naturelles	15	27 775,70 \$	3	27 208,46 \$	- \$
		2278	DAJ-Santé et services sociaux	19	35 505,12 \$	14	34 156,32 \$	- \$
		2260	DAJ-Tourisme	17	34 444,79 \$	7	33 990,94 \$	- \$
		2219	DAJ-Transformation	7	12 780,48 \$	3	5 242,16 \$	- \$
		2286	DAJ-Transport	34	67 573,00 \$	15	66 375,96 \$	- \$
				1	1 916,30 \$	1	3158,73	- \$
		9302	DGA Métropole	1	2 393,23 \$	0	0,00 \$	- \$
				1	1 764,60 \$	1	6 526,00 \$	- \$
		7100	DRC	1	1 764,60 \$	0	0,00 \$	- \$
		2222	Droit administratif	14	29 260,94 \$	6	28 733,26 \$	- \$
		2220	Droit autochtone	25	48 479,16 \$	9	47 869,66 \$	- \$
		2218	Droit des technologies	16	28 917,68 \$	9	30 628,16 \$	- \$
		8024	Greffe CA	5	10 934,88 \$	5	18 681,99 \$	- \$
		2245	Justice réparatrice-SMOAJP	4	6 088,97 \$	2	9 703,80 \$	- \$
		2221	Orientations et refonte	27	53 321,34 \$	11	52 471,32 \$	- \$
				1	1 916,30 \$	1	5 264,55 \$	- \$
				3	6 229,06 \$	1	2 629,92 \$	- \$

RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS*
SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR)	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE JURISTES AU 1 ^{er} AVRIL 2023	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2022, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)	NOMBRE DE JURISTES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE DE LA MASSE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022	MONTANT VERSÉ DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024	MONTANT NON VERSÉ DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024
		8033	Service de recherche CA	0	0,00 \$	0	0,00 \$	- \$
				7	12 769,40 \$	1	6 574,80 \$	- \$
		9157	Soutien audience Magistrature	5	8 943,90 \$	5	18 930,95	- \$
				1	1 496,24 \$	1	4 521,61 \$	- \$
		2204	Soutien juridique-SMAJ	12	20 534,91 \$	5	20 106,49 \$	- \$
		9315	Soutien Magistrat Cour supérieure	12	18 381,85 \$	4	18 572,16	- \$
		9345	Tribunal des droits de la personne	1	2 081,06 \$	0	0,00 \$	- \$
		9328	Tribunal profession	2	4 162,12 \$	0	0,00 \$	- \$
			TOTAL :	497	948 028,48 \$	224	945 596,15 \$	2432,33 \$
210	Ministère des Finances	2520 et 2530	Direction des impôts et Direction des taxes	10	19 645,21 \$	6	19 645,21 \$	- \$
			TOTAL :	10	19 645,21 \$	6	19 645,21 \$	- \$
75	Ministère du Travail			1	1 322,23 \$	1	2 818,47 \$	- \$
			TOTAL :	1	1 322,23 \$	1	2 818,47 \$	- \$
710	Office québécois de la langue française	4000	Direction des affaires juridiques	4	9 369,78 \$	3	9 360,78 \$	9,00 \$
			TOTAL :	4	9 369,78 \$	3	9 360,78 \$	9,00 \$
344	Office de la protection du consommateur	4200	Services juridiques	15	30 745,00 \$	8	30 745,00 \$	- \$
			TOTAL :	15	30 745,00 \$	8	30 745,00 \$	- \$
64	Régie de l'assurance maladie du Québec			3	5 305,77 \$	1	5 305,77 \$	- \$
		14 100	Direction des services juridiques	22	43 725,54 \$	12	43 725,54 \$	- \$
			TOTAL :	25	49 031,31 \$	13	49 031,31 \$	- \$
386	Régie des alcools, des courses et des jeux	1230	Direction des affaires juridiques	4	7 446,00 \$	2	7 944,00 \$	- \$
		1240	Direction du contentieux	13	25 977,00 \$	6	23 820,00 \$	- \$
				2	3 889,00 \$	1	3 970,50 \$	- \$
				1	2 393,00 \$	1	3 970,50 \$	- \$

RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS*
SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR)	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE JURISTES AU 1 ^{er} AVRIL 2023	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2022, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)	NOMBRE DE JURISTES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE DE LA MASSE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022	MONTANT VERSÉ DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024	MONTANT NON VERSÉ DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024
			TOTAL :	20	39 705,00 \$	10	39 705,00 \$	- \$
367	Régie du bâtiment du Québec	1200	Direction des affaires juridiques	15	25 969,00 \$	5	25 965,00 \$	4,00 \$
			TOTAL :	15	25 969,00 \$	5	25 965,00 \$	4,00 \$
240	Retraite Québec	1400	Direction générale des affaires juridiques	12	23 363,08 \$	5	23 363,08 \$	-
		1410	Direction des recours devant les tribunaux	11	20 841,13 \$	6	20 841,13 \$	-
				4	6 482,78 \$	1	6 482,78 \$	- \$
			TOTAL :	27	50 686,99 \$	12	50 686,99 \$	- \$
730	Société d'habitation du Québec	1500	Direction des affaires juridiques	12	22 223,00 \$	5	22 223,00 \$	- \$
			TOTAL :	12	22 223,00 \$	5	22 223,00 \$	- \$
320	Société de l'assurance automobile du Québec	1020	DG des affaires juridiques et du contentieux	3	5 017,12 \$	2	7 070,21 \$	- \$
		1120	Direction de la législation et du conseil stratégique	13	24 825,02 \$	5	27 670,00 \$	- \$
		1140	Direction du conseil stratégique	11	21 482,61 \$	8	27 019,41 \$	- \$
		5921	Direction du contentieux - Québec	34	61 113,45 \$	13	58 247,62 \$	- \$
		5961	Direction du contentieux - Montréal	33	61 969,14 \$	13	54 397,00 \$	- \$
			TOTAL :	94	174 407,34 \$	41	174 404,24 \$	- \$
390	Sûreté du Québec	1910	Direction des services juridiques	13	22 555,52 \$	12	22 555,52 \$	- \$
			TOTAL :	13	22 555,52 \$	12	22 555,52 \$	- \$
0402	Tribunal administratif de déontologie policière		Comité de déontologie policière (organisation RH)	2	3 412,54 \$	0	- \$	3 412,54 \$
			TOTAL :	2	3 412,54 \$	0	- \$	3 412,54 \$
188	Tribunal administratif des marchés financiers			1	1 624,88 \$	1	1 624,88 \$	- \$
			TOTAL :	1	1 624,88 \$	1	1 624,88 \$	- \$
510	Tribunal administratif du logement	0160	Direction des affaires juridiques	3	10 128,15 \$	3	10 599,61 \$	- \$
			Direction des greffiers spéciaux	6	8 717,84 \$	2	8 241,70	- \$

RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS*
SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022

NUMÉRO DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NOM DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME	NUMÉRO DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE (CR)	NOM DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	NOMBRE DE JURISTES AU 1 ^{er} AVRIL 2023	MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022 1,82 % DU TRAITEMENT À L'ÉCHELLE (CORRESPOND À L'ÉCHELON DÉTENU AU 31 DÉCEMBRE 2022, INCLUANT LE NIVEAU EXPERT, LE CAS ÉCHÉANT)	NOMBRE DE JURISTES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE DE LA MASSE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022	MONTANT VERSÉ DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024	MONTANT NON VERSÉ DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024
			TOTAL :	9	18 845,99 \$	5	18 841,31 \$	4,68 \$
450	Tribunal administratif du Québec	2410	Direction des affaires juridiques	18	32 562,61 \$	9	32 562,61 \$	- \$
			TOTAL :	18	32 562,61 \$	9	32 562,61 \$	- \$
415	Tribunal administratif du travail	3001	Vice-présidence Qualité et cohérence	14	25 048,75	9	27 796,59 \$	- \$
		4001	Direction des services juridiques	6	11 850,69	3	9 102,85 \$	- \$
			TOTAL :	20	36 899,44 \$	12	36 899,44 \$	- \$
TOTAL :				1100	2 098 095,68 \$	486	2 072 591,95 \$	27 005,18 \$

RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE SYNDIQUÉS * SELON LA MASSE SALARIALE DÉGAGÉE AU 31 DÉCEMBRE 2023

*Articles 279.4 et 279.5 de la convention collective 2015-2023

Numéro du ministère ou de l'organisme	Nom du ministère ou de l'organisme	Numéro de l'unité administrative (CR)	Nom de l'unité administrative	Nombre de juristes syndiqués au 1 ^{er} avril 2024	Masse salariale dégagée au 31 décembre 2023 1,82% du traitement à l'échelle (correspond à l'échelon détenu au 31 décembre 2023, incluant le niveau expert, le cas échéant) (<u>syndiqués seulement</u>)	Nombre de juristes <u>syndiqués</u> ayant bénéficié d'une rémunération additionnelle de la masse dégagée au 31 décembre 2023	Montant versé du 1 ^{er} avril 2024 au 31 mars 2025	Montant <u>non versé</u> du 1 ^{er} avril 2024 au 31 mars 2025
397	Centre d'acquisitions gouvernementales	1040	Direction des affaires juridiques	11	16 671,66 \$	2	16 109,90 \$	561,76 \$
			TOTAL :	11	16 671,66 \$	2	16 109,90 \$	561,76 \$
371	Commissaire à l'éthique et à la déontologie	1000	Commissaire à l'éthique et à la déontologie, regroupe le secteur de la prévention et le secteur des enquêtes et vérifications	7	14 320,71 \$	2	14 320,71 \$	0,00 \$
			TOTAL :	7	14 320,71 \$	2	14 320,71 \$	0,00 \$
408	Commission d'accès à l'information du Québec	4000	Secrétariat général et direction des affaires juridiques	14	28 061,49 \$	7	28 060,01 \$	1,48 \$
			TOTAL :	14	28 061,49 \$	7	28 060,01 \$	1,48 \$
		DH5000	Direction générale des affaires juridiques	0	S/O	S/O	S/O	

703	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	DH5100	Direction des affaires juridiques, conseil expertise QC	15	34 255,79 \$	10	49 634,64 \$	0,00 \$
		DH5200	Direction des affaires juridiques, conseil expertise MTL	17	37 652,36 \$	10	54 524,45 \$	
		DH5300	Direction des affaires juridiques - Est et accès à l'information	17	32 835,55 \$	5	21 932,24 \$	
		DH5500	Direction des affaires juridiques - Montréal	14	26 002,54 \$	4	22 465,72 \$	
		DH5610	Direction des affaires juridiques - Normes du travail - QC et Équité salariale	21	43 693,23 \$	9	49 484,75 \$	
		DH5620	Direction des affaires juridiques - Normes du travail - MTL 1	21	43 455,50 \$	5	30 383,13 \$	
		DH5630	Direction des affaires juridiques - Normes du travail - MTL 2	14	31 668,71 \$	8	44 342,52 \$	
		DH5640	Direction des affaires juridiques - Normes du travail - MTL 3	21	40 214,47 \$	5	26 369,89 \$	
		DH5700	Direction des affaires juridiques Nord	22	48 118,07 \$	8	43 727,56 \$	
		DH5800	Direction des affaires juridiques Sud	12	22 755,82 \$	6	27 443,55 \$	
				6	11 484,15 \$	1	3 689,55 \$	

		ES3000	Service du greffe et de la gouvernance	1	1 861,68 \$	0	0,00 \$	
			TOTAL :	181	373 998,00 \$	71	373 998,00 \$	0,00 \$
328	Commission de protection du territoire agricole du Québec	2017130	Direction des affaires juridiques et des enquêtes	13	25 909,00 \$	5	25 909,00 \$	0,00 \$
			TOTAL :	13	25 909,00 \$	5	25 909,00 \$	0,00 \$
830	Commission des transports du Québec	1100	Direction des affaires juridiques	8	16 427,59 \$	4	16 427,59 \$	0,00 \$
			TOTAL :	8	16 427,59 \$	4	16 427,59 \$	0,00 \$
368	Commission municipale du Québec			18	30 324,00 \$	3	30 000,00 \$	324,00 \$
			TOTAL :	18	30 324,00 \$	3	30 000,00 \$	324,00 \$
505	Conseil de gestion de l'assurance parentale	8511	Conseil de gestion de l'assurance parentale	2	5 483,92 \$	2	5 483,92 \$	0,00 \$
			TOTAL :	2	5 483,92 \$	2	5 483,92 \$	0,00 \$
560	Curateur du public du Québec	5050	Bureau du DG	0	4 456,23 \$	0	0,00 \$	0,00 \$
560	Curateur du public du Québec	5051	Opérations juridiques - Administration des patrimoines	5	8 349,58 \$	2	5 475,00 \$	
560	Curateur du public du Québec	5052	Opérations juridiques - Siège social	7	15 107,95 \$	7	22 981,00 \$	
560	Curateur du public du Québec	5110	Opérations juridiques - Québec	4	10 610,18 \$	4	19 580,00 \$	
560	Curateur du public du Québec	5120	Opérations juridiques - Longueuil	4	12 751,25 \$	0	0,00 \$	
560	Curateur du public du Québec	5130	Opérations juridiques - Montréal	7	13 974,09 \$	5	17 838,00 \$	

560	Curateur du public du Québec	5140	Opérations juridiques - St-Jérôme	4	8 510,41 \$	2	7 885,00 \$	
			TOTAL :	31	73 759,69 \$	20	73 759,00 \$	0,00 \$
246	Directeur des poursuites criminelles et pénales	6107	Bureau des affaires pénales	1	2 393,23 \$	0	19 028,02 \$	0,00 \$
246	Directeur des poursuites criminelles et pénales	6108	Bureau du service juridique	4	8 318,64 \$	3		
246	Directeur des poursuites criminelles et pénales	6138	Joliette	1	2 081,06 \$	0		
246	Directeur des poursuites criminelles et pénales			3	5 855,41 \$	1		
			TOTAL :	9	18 648,34 \$	4	19 028,02 \$	0,00 \$
520	La Financière agricole du Québec	540	Direction du secrétariat général et des affaires juridiques	11	24 734,69 \$	4	24 734,93 \$	0,00 \$
			TOTAL :	11	24 734,69 \$	4	24 734,93 \$	0,00 \$
400	Bureau de la Juge en chef	1166	BJCCQ	5	10 031,65 \$	4	14 571,28 \$	
400	Bureau de la Juge en chef			9	17 875,12 \$	1	7 852,64 \$	
400	BSMA-SMAJ			1	2 741,96 \$	1	5 273,00 \$	
400	BSMA-prêts de service			3	6 427,41 \$	1	4 630,54 \$	
400	Soutien juridique	2204	DG affaires juridiques- Conseils (Lucie Fiset)	11	22 201,69 \$	6	30 237,37 \$	
400	Accès Justice	2214	SMOAJ	12	25 918,23 \$	6	28 945,63 \$	

400	Aide aux victimes	2216	BSM - Direction générale de la performance	1	2 106,89 \$	0	0,00 \$	
400	Droit des technologies	2218	DG affaires juridiques- Conseils (Lucie Fiset)	15	29 251,31 \$	8	28 997,03 \$	
400	Transformation	2219	Direction juridique-Santé- Transfor. (Lise Proulx)	8	16 966,66 \$	2	8 470,30 \$	
400	Droit autochtone	2220	DG affaires juridiques- Conseils (Lucie Fiset)	26	58 697,74 \$	11	58 635,84 \$	
400	Orientations et refonte	2221	SMOAJ	29	60 280,03 \$	17	73 505,76 \$	
400	Droit administratif	2222	DG affaires juridiques- Conseils (Lucie Fiset)	15	35 910,50 \$	8	35 698,77 \$	
400	Administration et réseau	2226	SMAJ	1	2 741,96 \$	0	0,00 \$	
400	Direction générale des orientations et de l'accès à la Justice (anciennement 2243)	2312	SMOAJ	4	9 445,68 \$	0	0,00 \$	
400	Direction générale performance			2	4 046,92 \$	1	3 472,90 \$	
400	Administration et réseau	2338	SMOAJ	1	9 179,56 \$	0	0,00 \$	
400	PGQ	2242	Procureur général du Québec (Frédéric Maheux)	3	6 416,58 \$	3	15 052,00 \$	

400	Habitation	2244	Juridiques Ministères- Clients (Anne-Marie-Delisle)	13	29 326,63 \$	5	29 107,21 \$	2,41 \$
400	Réparation			4	7 270,01 \$	1	3 332,52 \$	
400	Agriculture, pêches et Alimentation	2246	Juridiques Ministères- Clients (Anne-Marie-Delisle)	9	18 412,54 \$	6	18 256,86 \$	
400	Contentieux Mtl-Div. 1	2248	Procureur général du Québec (Frédéric Maheux)	25	56 446,83 \$	13	51 016,11 \$	
400	Contentieux Québec	2250	Procureur général du Québec (Frédéric Maheux)	33	70 811,09 \$	16	67 561,99 \$	
400	Contentieux Mtl-Div. 2	2251	Procureur général du Québec (Frédéric Maheux)	24	53 422,22 \$	16	61 339,83 \$	
400	Éducation	2252	Juridiques Ministères- Clients (Anne-Marie-Delisle)	17	37 116,62 \$	7	36 833,98 \$	
400	Contentieux Mtl-Div. 3	2253	Procureur général du Québec (Frédéric Maheux)	33	71 663,68 \$	19	67 815,47 \$	
400	Emploi et Solidarité sociale	2254	Juridiques Ministères- Clients (Anne-Marie-Delisle)	17	39 241,19 \$	10	39 002,69 \$	
400	Immigration	2255	Juridiques Ministères- Clients (Anne-Marie-Delisle)	10	20 715,93 \$	5	20 550,87 \$	

400	Environnement	2258	Juridiques Ministères- Clients (Anne-Marie- Delisle)	31	66 777,99 \$	12	66 261,59 \$	
400	Tourisme	2260	Juridiques Ministères- Clients (Anne-Marie- Delisle)	17	39 383,42 \$	8	41 800,95 \$	
400	Relations internationales	2268	Juridiques Ministères- Clients (Anne-Marie- Delisle)	12	29 086,96 \$	5	28 881,18 \$	
400	Ressources naturelles	2270	Juridiques Ministères- Clients (Anne-Marie- Delisle)	13	28 743,87 \$	6	28 520,58 \$	
400	Santé et services sociaux	2278	Direction juridique-Santé- Transfor. (Lise Proulx)	22	46 037,40 \$	23	45 664,33 \$	
400	Langue française	2281	DG affaires juridiques- Conseils (Lucie Fiset)	4	8 368,97 \$	2	8 302,40 \$	
400	MSP	2282	Juridiques Ministères- Clients (Anne-Marie- Delisle)	13	32 354,21 \$	6	32 135,27 \$	
400	Transport	2286	Juridiques Ministères- Clients (Anne-Marie- Delisle)	32	74 365,55 \$	12	73 748,18 \$	
400	BIA	2400	SMSJR	2	4 256,73 \$	0	0,00 \$	
400	DRC	7100	SMSJR	1	2 106,89 \$	0	0,00 \$	

400	Recherchiste CA			3	7 136,81 \$	1	4 519,81 \$	
400	Greffe CA	8024	Cour d'appel	6	14 104,23 \$	5	19 079,76 \$	
400	Recherchiste CA	8033	Cour d'appel	1	1 182,71 \$	0	0,00 \$	
400	Soutien CA			2	3 431,47 \$	1	2 944,74 \$	
400	DGA CNR			1	2 287,96 \$	1	6 285,66 \$	
400	Magistrature	9152	SMSJR	6	11 381,47 \$	5	23 585,26 \$	
400	DGA Métropole	9302	SMSJR	1	2 741,96 \$	0	0,00 \$	
400	Cour supérieure	9315	SMSJR	15	27 068,73 \$	7	35 916,18 \$	
400	Tribunal profession	9328	SMSJR	2	5 126,27 \$	0	0,00 \$	
400	Tribunal pers.	9345	SMSJR	2	4 320,52 \$	2	7 121,86 \$	
			TOTAL :	517	1 134 930,75 \$	263	1 134 928,34 \$	2,41 \$
267	Commissaire à la déontologie policière (CMDP)	3704471	Commissaire à la déontologie policière (organisation RH)	10	17 080,73 \$	5	18 599,26 \$	
293	Bureau du coroner	3704390	Coroner en chef	3	5 440,83 \$	2	7 282,92 \$	
402	Tribunal administratif de déontologie policière (TADP)	3704580	Tribunal administratif de déontologie policière (Organisation RH)	1	2 287,96 \$	0	0,00 \$	

425	Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC)	3705200	Secrétariat et administration - CQLC	2	7 324,02 \$	2	6 248,06 \$	3,30 \$
244	Commissaire à la lutte contre la corruption	8095	Division des affaires juridiques	2	6625	0	6625	
386	Régie des alcools, des courses et des jeux			2	3 952,00 \$	1	3 953,00 \$	
386	Régie des alcools, des courses et des jeux	1230	Direction des affaires juridiques	5	9 432,00 \$	2	9 432,00 \$	
386	Régie des alcools, des courses et des jeux	1240	Direction du contentieux	14	26 999,00 \$	6	30 609,00 \$	
386	Régie des alcools, des courses et des jeux	1215	Direction du secrétariat général, du soutien à la gouvernance et des communications	2	3 611,00 \$	0	0,00 \$	
			TOTAL :	41	82 752,54 \$	18	82 749,24 \$	3,30 \$
210	Ministère des Finances	2520 2530	Direction des impôts Direction des taxes	10	24 909,00 \$	8	24 909,00 \$	0,00 \$
			TOTAL :	10	24 909,00 \$	8	24 909,00 \$	0,00 \$
75	Ministère du Travail	1895	Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre	1	1 645,01 \$	0	0,00 \$	1 645,01 \$
			TOTAL :	1	1 645,01 \$	0	0,00 \$	1 645,01 \$
344	Office de la protection du consommateur	3224200	Services juridiques	14	33 199,00 \$	9	33 199,00 \$	0,00 \$
			TOTAL :	14	33 199,00 \$	9	33 199,00 \$	0,00 \$
538	Office des personnes handicapées du Québec			3	5 509,23 \$	1	5 509,23 \$	0,00 \$
			TOTAL :	3	5 509,23 \$	1	5 509,23 \$	0,00 \$

710	Office québécois de la langue française	4000	Direction des affaires juridiques	8	15 701,05 \$	3	15 694,65 \$	6,40 \$
			TOTAL :	8	15 701,05 \$	3	15 694,65 \$	6,40 \$
393	Protecteur national de l'élève			1	2 352,22 \$	1	2 258,37 \$	93,85 \$
			TOTAL :	1	2 352,22 \$	1	2 258,37 \$	93,85 \$
64	Régie de l'assurance maladie du Québec			4	6 133,35 \$	1	6 133,35 \$	0,00 \$
64	Régie de l'assurance maladie du Québec	1410	Services juridiques	21	44 286,11 \$	12	44 286,11 \$	
			TOTAL :	25	50 419,46 \$	13	50 419,46 \$	0,00 \$
367	Régie du bâtiment du Québec	1200	Direction des affaires juridiques	15	32 343,00 \$	7	32 335,00 \$	8,00 \$
			TOTAL :	15	32 343,00 \$	7	32 335,00 \$	8,00 \$
240	Retraite Québec	1300	Secrétariat général	1	1 940,03 \$	0	0,00 \$	0,00 \$
240	Retraite Québec	1320	Direction de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de la gestion des plaintes	4	7 341,63 \$	2	9 281,66 \$	
240	Retraite Québec	1400	Direction générale des affaires juridiques	12	27 240,86 \$	6	27 240,86 \$	
240	Retraite Québec	1410	Direction des recours devant les tribunaux	11	24 078,02 \$	5	24 078,02 \$	
			TOTAL :	28	60 600,54 \$	13	60 600, 54	0,00 \$
730	Société d'habitation du Québec	1500	Direction des affaires juridiques	13	27 874,00 \$	5	27 874,00 \$	0,00 \$

			TOTAL :	13	27 874,00 \$	5	27 874,00 \$	0,00 \$
320	Société de l'assurance automobile du Québec	1002	Direction générale des affaires juridiques et du contentieux	3	5 990,29 \$	3	12 605,00 \$	0,00 \$
320	Société de l'assurance automobile du Québec	1120	Direction de la législation et du conseil en gouvernance	10	24 491,18 \$	10	31 179,44 \$	
320	Société de l'assurance automobile du Québec	1140	Direction du conseil et du litige civil	12	27 936,85 \$	12	31 814,42 \$	
320	Société de l'assurance automobile du Québec	5921	Direction du contentieux Québec	29	67 245,36 \$	29	63 002,97 \$	
320	Société de l'assurance automobile du Québec	5961	Direction du contentieux Montréal	31	70 947,39 \$	31	58 009,24 \$	
			TOTAL :	85	196 611,07 \$	85	196 611,07 \$	0,00 \$
812	Sûreté du Québec	1040	Direction des services juridiques	9	27 652,19 \$	9	27 652,19 \$	0,00 \$
			TOTAL :	9	27 652,19 \$	9	27 652,19 \$	0,00 \$
510	Tribunal administratif du logement			12	21 818,85 \$	7	21 818,85 \$	0,00 \$
			TOTAL :	12	21 818,85 \$	7	21 818,85 \$	0,00 \$
450	Tribunal administratif du Québec	2410	Direction des affaires juridiques	17	34 836,82 \$	8	32 898,14 \$	0,00 \$
450	Tribunal administratif du Québec			1	1 786,46 \$	1	4 907,85 \$	
450	Tribunal administratif du Québec	1610	Commission d'examen des troubles mentaux	1	1 182,71 \$	0	0,00 \$	
			TOTAL :	19	37 805,99 \$	9	37 805,99 \$	0,00 \$
188	Tribunal administratif des marchés financiers			2	2 021,73 \$	1	2 021,73 \$	0,00 \$
			TOTAL :	2	2 021,73 \$	1	2 021,73 \$	0,00 \$

415	Tribunal adminsitratif du travail	3001	Vice-présidence Qualité et cohérence	14	30 062,45 \$	12	42 476,77 \$	0,00 \$
415	Tribunal adminsitratif du travail			6	15 569,57 \$	1	3 155,25 \$	0,00 \$
			TOTAL :	20	45 632,02 \$	13	45 632,02 \$	0,00 \$
			TOTAL :	1128	2 432 116,73 \$	589	2 429 849,76	2 266,97

CRITÈRES POUR L'OCTROI DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE

Ces critères ont été établis après discussion au Comité de relations professionnelles des juristes.

Nous attirons votre attention sur l'importance de situer ces critères avec le préambule de chacun des volets qui constitue en quelque sorte un critère général introductif.

RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE POUR MANDATS SPÉCIAUX

Une rémunération additionnelle pour mandats spéciaux peut être octroyée à un juriste qui assume, pendant une durée significative, un mandat qui se démarque par son degré d'exigence, son contexte de réalisation particulier, son caractère inhabituel ou son impact.

En fonction de ce qui précède, l'octroi d'une rémunération additionnelle pour mandats spéciaux s'effectue sur la base des critères suivants :

1. Le degré élevé de complexité du mandat nécessitant un haut niveau d'expertise juridique;
2. L'impact majeur du mandat au plan juridique, social ou gouvernemental;
3. L'étendue du champ d'application du mandat;
4. Le contexte particulier de réalisation du mandat présentant des difficultés majeures (crise, situation d'urgence, imbroglio juridique, etc.);
5. Le haut niveau d'autonomie exigé pour la réalisation du mandat;
6. La multiplicité et l'impact déterminant des interventions requises pour la réalisation du mandat;
7. L'envergure des recherches qui doivent être réalisées pour l'exécution du mandat;
8. La coordination d'un groupe de travail dont la responsabilité ou le dossier d'une grande envergure qui lui est confié a un impact stratégique ou exceptionnel pour le ministère, l'organisme ou le gouvernement;
9. Le soutien important donné à d'autres juristes, notamment sous forme de mentorat, tutorat ou formation;
10. Le caractère inhabituel, inédit ou novateur du mandat.

L.R.Q., chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

CHAPITRE III

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

SECTION I

CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Renseignements confidentiels.

53. Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants:

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

1982, c. 30, a. 53; 1985, c. 30, a. 3; 1989, c. 54, a. 150; 1990, c. 57, a. 11; 2006, c. 22, a. 29; 2021, c. 25, a. 8.

L. R. Q., chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

CHAPITRE III

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

SECTION I

CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

2006, c. 22, a. 110.

54. Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent, directement ou indirectement, de l'identifier.

1982, c. 30, a. 54; 2006, c. 22, a. 110; 2021, c. 25, a. 10.

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., c. A-2.1.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art.137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 18.200
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 514 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : **1-888-528-7741**
Courrier électronique : cai.communications@cai.gouv.qc.ca

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente jours (art. 135).